



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BERLIN ECO

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BERLIN

N° 9 – 23 mars 2021

Sommaire

Actualité économique:

- Union européenne : décision ressources propres
- Environnement macro-économique : conjoncture / coût de la pandémie / entreprises / consommation / balance courante
- Politique budgétaire : dette publique
- Politiques sociales : apprentissage

Actualité financière :

- Régulation financière : BaFin
- Banques et assurances : Greensill Bank / LBBW / banques mutualistes / Commerzbank / Deutsche Bank / Allianz

ACTUALITE ECONOMIQUE

Union européenne

Le mouvement « *Bündnis Bürgewille* », en lien avec l'ancien membre de l'AfD Bernd Lucke, a déposé une plainte auprès de la Cour constitutionnelle fédérale de Karlsruhe, visant à bloquer la signature par le Président de la République fédérale de la loi de ratification de la **décision sur les ressources propres de l'Union européenne**. Le projet de loi doit être adoptée en dernière lecture le 25 mars par le [Bundestag](#) (auditions de la commission du budget le lundi 22 mars) et le 26 par le Bunderrat. Les plaignants déplorent une utilisation abusive de la situation de crise actuelle et contesteraient la compétence juridique de l'Union européenne en matière d'endettement.

LE CHIFFRE À RETENIR

158

Nombre de postes qui pourraient être créés au sein de la Bafin, autorité de supervision, dans le cadre de la réforme faisant suite au scandale *Wirecard*.

Environnement macroéconomique

Dans leurs dernières **projections conjoncturelles**, le [Conseil allemand d'experts économiques](#) annonce une croissance du PIB de 3,1 % en 2021 et de 4,0 % en 2022. En dépit d'une industrie et d'exportations solides, une troisième vague épidémique menacerait la reprise. Les « Sages » préconisent une accélération de la campagne de vaccination pour un retour à la normale. Ils jugent le risque d'une vague de faillites d'entreprises post-crise limité. Le taux de chômage s'élèverait à 5,9 % en 2021 et à 5,3 % en 2022 et l'inflation (IPCH) à 2,2 % en 2021 et à 1,9 % en 2022.

Les principaux instituts économiques ont également mis à jour leurs **prévisions conjoncturelles**. Les estimations de croissance du PIB du [DIW](#) (+3,0 % en 2021 et +3,8 % en 2022) et du [RWI](#) (+3,6 % en 2021 et +3,0 % en 2022) sont plutôt prudentes en raison des fortes incertitudes sur l'évolution de la pandémie. L'[IfW](#) (+3,7 % en 2021

et +4,8 % en 2022) et l'[IWH](#) (+3,8 % en 2021 et +4,9 % en 2022) sont plus optimistes sur la dynamique des exportations et le rebond de la consommation.

Selon l'indicateur conjoncturel de l'[IMK](#) du mois de mars, la probabilité d'une **récession technique** au cours des trois prochains mois recule fortement à 13,3 % (après 24,2 % en février).

L'indice mensuel des **attentes conjoncturelles** de l'institut [ZEW](#) augmente pour le quatrième mois d'affilée (+5,4 points en mars 2021 pour atteindre 76,6 points). En revanche, l'indice de perception de la situation actuelle ne s'améliore que légèrement.

Les dépenses de **consommation** des ménages ont chuté de 5,0 % (4,6 % en prix courants) en 2020, selon [Destatis](#). Il s'agit de la plus forte baisse depuis 1970. La consommation de services s'est contractée de 8,7 %, tandis que celle des biens non durables a crû de 1,4 %.

Selon un sondage de [Destatis](#) réalisé pour le ministère fédéral des Finances, 20 à 25 % des ménages interrogés auraient effectué des achats supplémentaires ou anticipé des projets d'achat en raison de la baisse temporaire de la **TVA** au deuxième semestre 2020. En outre, environ la moitié des ménages ayant reçu l'allocation familiale exceptionnelle (issue du programme conjoncturel du gouvernement fédéral) l'ont dépensée entièrement ou partiellement pour de la consommation (en particulier de biens durables).

L'[IW Köln](#) chiffre le **coût économique de la pandémie** (exprimé en perte de richesse) à 250 Md€ jusqu'ici, dont 50 Md€ au premier trimestre 2021. Le nombre « d'entreprises zombies » est estimé à 5 000.

Selon un sondage de l'[ifo](#) auprès d'**entreprises**, 18,7 % des structures sondées voient leur existence menacée (17,6 % en novembre 2020, 21,8 % en mai 2020). Ce taux est le plus élevé dans le commerce de détail (34,5 %) et les services (26,3 %). Les restrictions imposées dans le contexte de pandémie et la faiblesse du marché intérieur sont citées comme problèmes majeurs.

La [Bundesbank](#) chiffre l'**excédent courant** de l'Allemagne en 2020 à 7 % de PIB, soit -0,5 point par rapport à 2019. Le solde courant s'est fortement détérioré au premier semestre avant

de se rétablir ensuite. En ce qui concerne la balance des paiements, la Bundesbank note un recul important de l'épargne totale causée par le déficit budgétaire de l'Etat. L'épargne des ménages enregistre en revanche une forte hausse.

Politique budgétaire

Le [Conseil allemand d'experts économiques](#) chiffre le niveau de la **dette publique** allemande à 70,1 % du PIB en 2021 et 68,2 % en 2022. La déficite atteindrait 4,1 % du PIB cette année puis 1,5 % en 2022. Le [DIW](#), l'[IfW](#) et l'[IWH](#) avancent des estimations très proches, tandis que le [RWI](#) pronostique un recul moins marqué (4,3 % en 2021, 2,8 % en 2022).

Politiques sociales

Le [conseil](#) des ministres a adopté le 17 mars 2021 la prolongation du programme de sécurisation des places d'**apprentissage** qui est élargi à partir du 1^{er} juin aux entreprises de moins de 499 salariés (auparavant moins de 249). Le montant des primes d'apprentissage versées à l'entreprise formatrice est doublé (4000 € par apprenti lors de maintien de l'offre de places d'apprentissage et 6000 € lors du relèvement de l'offre). Une aide supplémentaire de 1000 € est versée aux TPE formatrices confrontées à une réduction de l'activité.

ACTUALITE FINANCIERE

Régulation financière

Le BMF a annoncé le 22 mars que le ministre fédéral des Finances, Olaf Scholz, avait choisi [Mark Branson](#) pour prendre la tête de la **BaFin**. Mark Branson dirige depuis 2014 la FINMA, l'autorité de supervision des marchés financiers suisse et possède les nationalités britannique et suisse. Auditionné le 24 mars par la commission des finances du Bundestag, il devrait prendre ses fonctions en milieu d'année. Son arrivée est saluée. Raimund Röseler, chef de la supervision bancaire, devrait assurer l'intérim entre le départ de Felix Hufeld fin mars (cf. BE 5/2021) et l'entrée en fonction de Mark Branson. Celui-ci devra notamment mettre en œuvre la réforme de la BaFin engagée à la suite du scandale Wirecard. 158 nouveaux postes pourraient être créés en renfort au sein de l'autorité de supervision

(2 722 postes fin 2020, budget total de 493 M€ en 2021).

Banques et assurances

Le 15 mars, la [Bafin](#) a déposé au tribunal de Brême une demande d'ouverture de procédure d'insolvabilité pour **Greensill Bank**. Le superviseur confirme en outre l'indemnisation à hauteur de 100 000 € par déposant par le fonds de garantie obligatoire (*Entschädigungseinrichtung deutscher Banken GmbH, Edb*) et jusqu'à 74,967 M€ par déposant par le [fonds facultatif](#) (*Einlagensicherungsfonds*).

LBBW affiche [un résultat annuel avant impôts](#) en forte baisse en 2020 (252 M€ contre 610 M€ en 2019) en raison d'une considérable hausse des provisions pour risques (544 M€, dont une dépréciation de la totalité des dettes de Wirecard de 160 M€, contre 151 M€ en 2019). La banque envisage de réduire d'ici fin 2024 ses effectifs de 7 % (soit 700 personnes) et ses coûts de 6 % (soit environ 100 M€) en comparaison avec ceux de 2019.

Les 814 **banques mutualistes** (contre 841 fin 2019) ont annoncé un [résultat annuel avant impôts](#) provisoire en baisse en 2020 (6,3 Md€ après 7,6 Md€ en 2019) du fait de dépréciations de cré-

aits et de titres. L'encours des crédits a augmenté de 6,2 % pour atteindre 665 Md€ et celui des dépôts de 7,6 % pour s'élever à 791 Md€. La hausse des dépôts a entraîné une forte croissance de la taille du bilan qui dépasse désormais le billion.

Hans-Jörg Vetter a quitté, le 16 février, pour raisons de santé, le poste de [président de conseil de surveillance](#) de **Commerzbank** auquel il avait été nommé le 3 août dernier. L'intérim sera assuré par Uwe Tschäge, président des représentants du personnel (« *Betriebsrat* »).

Alors qu'elle ne distribue pas de dividendes et supprime des emplois, **Deutsche Bank** verse, au titre de l'année 2020, 1,86 Md€ de bonus (+29 % par rapport à 2019) et trois fois son résultat net de 2020 – cf. BE 4/2021). 684 de ses collaborateurs perçoivent une rémunération annuelle d'au moins un million d'euros par an (+17 % par rapport à 2019).

Les trois branches d'**Allianz AG** (filiale allemande d'Allianz SE), Allianz-Assurance AG, Allianz-Assurance-vie AG et Allianz-Assurance privée maladie AG dépendront désormais directement d'[Allianz SE](#), Allianz AG devenant une holding financière sans activité assurantielle.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Berlin
Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Revu par : François Gautier
Rédacteurs : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et Laurence Rambert
Pour s'abonner : berlin@dgtresor.gouv.fr
Crédits photo : ©JFL Photography